

Tendances récentes : La région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord (MENA) connaît des tensions géopolitiques et une incertitude politique aiguës. Le conflit en cours cause des souffrances humaines et des destructions matérielles massives à Gaza et en Cisjordanie. Les attaques perpétrées contre les navires en mer Rouge ont fait chuter le transit par le canal de Suez, perturbé le commerce international et accru les incertitudes en matière d'orientation des politiques publiques, en particulier dans les pays voisins.

L'économie dans la région MENA manquait toujours de dynamisme entre le début et le milieu de l'année 2024, tant dans les pays exportateurs de pétrole que dans les pays importateurs. L'activité pétrolière a stagné dans les pays membres du Conseil de coopération du Golfe (CCG). En juin 2024, les réductions de production ont été prolongées d'un an jusqu'à la fin de 2025, et les ajustements volontaires supplémentaires maintenus jusqu'à la fin septembre 2024, avant leur retrait progressif à partir du mois d'octobre. L'activité a en revanche progressé dans les pays exportateurs non membres du CCG, qui ne sont pas soumis aux accords de réduction de la production pétrolière.

Les pays importateurs de pétrole ont pâti de l'atonie de l'activité dans le secteur privé, due en partie à une forte inflation. En République arabe d'Égypte, la croissance devrait ralentir au cours de l'exercice 2023/24 (de juillet 2023 à juin 2024), en raison notamment de la réduction du trafic maritime par le canal de Suez et d'une reprise du tourisme entravée par le conflit dans la région. L'activité en Tunisie a marqué un coup d'arrêt, tandis que la production agricole au Maroc s'est contractée au début de cette année.

Perspectives : La croissance dans la région MENA devrait s'accélérer pour atteindre 2,8 % en 2024 et 4,2 % en 2025, à la faveur principalement de l'augmentation progressive de la production pétrolière et d'un regain d'activité à partir du quatrième trimestre 2024. La prolongation des coupes de production pétrolière et le conflit en cours dans la région ont entraîné une révision à la baisse des perspectives de croissance pour 2024 par rapport aux prévisions établies en janvier.

Dans les pays du CCG, la croissance devrait se consolider, pour atteindre 2,8 % en 2024 et 4,7 % en 2025. La croissance en Arabie saoudite devrait redémarrer en 2024, portée par les secteurs non pétroliers, avant de s'accélérer en 2025 avec la reprise graduelle de l'activité pétrolière. Parmi les pays exportateurs de pétrole non membres du CCG, l'Algérie et l'Iraq devraient voir leur croissance se raffermir en 2025 grâce à la reprise attendue dans le secteur pétrolier.

Dans les pays importateurs de pétrole, la croissance devrait s'accélérer pour atteindre 2,9 % en 2024 et continuer à progresser autour de 4 % par an en 2025-26. L'économie égyptienne devrait reprendre de la vitesse, tirée par une hausse des investissements impulsée en partie par un accord de grande envergure avec les Émirats arabes unis. En Jordanie, la croissance devrait rester stable, même si les activités liées au tourisme vont souffrir à court terme. Les prévisions tablent sur un rebond de la croissance en Tunisie, tandis que l'activité à Djibouti et au Maroc devrait ralentir en 2024.

En raison de la gravité du conflit en cours, de fortes incertitudes pèsent sur les perspectives économiques en Cisjordanie et à Gaza, où l'activité devrait continuer de se contracter en 2024, dans une fourchette comprise entre -6,5 % et -9,4 %. En République arabe syrienne et en République du Yémen, les perspectives sont sombres et incertaines, dans un contexte marqué par le conflit en cours, les violences et les troubles intérieurs, et les tensions en mer Rouge.

Risques : La possibilité d'une intensification des conflits armés dans la région représente un risque majeur pour ses perspectives de croissance. Dans les pays importateurs de pétrole, un durcissement des conditions financières mondiales pourrait entraîner des sorties de capitaux et une dépréciation des taux de change. Les pays confrontés à un fort endettement public verraient le fardeau du service de la dette s'alourdir en raison de coûts d'emprunt plus élevés et du risque accru d'instabilité financière. La région MENA reste en outre exposée à des phénomènes météorologiques violents induits par le changement climatique, ainsi qu'à d'autres types de catastrophes naturelles, qui constituent autant de risques de détérioration économique. Les répercussions d'une croissance plus faible que prévu en Chine seraient

susceptibles d'affecter négativement les pays exportateurs de pétrole en raison de la baisse de la demande et des cours pétroliers qui s'ensuivraient. En revanche, une croissance plus forte qu'anticipé aux États-Unis et l'amélioration de la demande mondiale qui en résulterait pourraient profiter aux exportations régionales.

Télécharger les *Perspectives économiques mondiales* : <http://www.worldbank.org/gep>.

Prévisions pour la région Moyen-Orient et Afrique du Nord

(Variation annuelle en pourcentage, sauf indication contraire)

	2021	2022	2023e	2024p	2025p	2026p
PIB aux prix du marché (prix moyens en dollars sur la période 2010-19)						
Base : année civile						
Algérie	3,8	3,6	4,1	2,9	3,7	3,2
Arabie saoudite	4,3	8,7	-0,9	2,5	5,9	3,2
Bahreïn	2,6	5,2	2,6	3,5	3,3	3,4
Cisjordanie et Gaza ^c	7,0	3,9	-6,4	-6,5	5,5	4,2
Djibouti	4,5	3,7	6,7	5,1	5,1	5,2
Émirats arabes unis	4,4	7,9	3,1	3,9	4,1	4,0
Iraq ^a	1,5	7,6	-2,9	-0,3	3,8	5,3
Jordanie	3,7	2,4	2,6	2,5	2,6	2,6
Koweït	1,3	7,9	-0,1	2,8	3,1	2,7
Liban ^b	-7,0	-0,6	-0,2	0,5
Libye	153,5	1,3	-1,7	4,8	5,3	5,8
Maroc	8,0	1,3	2,8	2,4	3,7	3,3
Oman	3,1	4,3	1,3	1,5	2,8	3,2
Qatar	1,6	4,2	1,8	2,1	3,2	4,7
Rép. arabe syrienne ^b	1,3	-0,1	-1,2	-1,5
Tunisie	4,6	2,6	0,4	2,4	2,4	2,2
Yémen ^b	-1,0	1,5	-2,0	-1,0	1,5	..
Base : exercice budgétaire ^d						
Iran (Rép. islamique d')	2021/22	2022/23	2023/24e	2024/25p	2025/26p	2026/27p
	4,7	3,8	5,0	3,2	2,7	2,4
Égypte (Rép. arabe d')						
	2020/21	2021/22	2022/23	2023/24e	2024/25p	2025/26p
	3,3	6,6	3,8	2,8	4,2	4,6

Source : Banque mondiale.

Note : * e = estimation ; p = prévision. Les prévisions de la Banque mondiale sont fréquemment actualisées en fonction des nouvelles données et de l'évolution de la conjoncture (mondiale). Par conséquent, les projections présentées ici peuvent être différentes de celles mentionnées dans d'autres documents de la Banque mondiale, même si les évaluations de base des perspectives économiques des pays ne diffèrent pas de façon significative à un moment donné.

a. Les données sont basées sur le coût des facteurs.

b. Les prévisions pour le Liban et la République arabe syrienne (après 2024), et pour le Yémen (après 2025) sont exclues en raison de leur haut degré d'incertitude.

c. Les horizons économiques de la Cisjordanie et Gaza restent très incertains, avec des prévisions de croissance pour 2024 comprises dans une fourchette allant de -6,5 % (comme indiqué dans le tableau) à -9,4 %, en fonction de l'évolution des différents facteurs susceptibles d'influer sur ces perspectives.

d. Voir l'annexe régionale pour plus de précisions sur les chiffres de chaque exercice.